

Titre  
très important  
Voir le N° 19  
page 10

Les citations en retrait  
et en ital -

LA VISION THEORIQUE QUI DOIT GUIDER NOTRE PRATIQUE REVOLUTIONNAIRE.

L'objet de cet article est de préciser certains points fondamentaux relatifs à l'évolution de la position du G.E.A.S.T. sur la question de la révolution, du système politique pour lequel nous combattons, des moyens qu'un révolutionnaire doit envisager pour le réaliser, des phases de transition auxquelles il est possible de collaborer, de la place du phénomène national et de l'impérialisme dans le processus révolutionnaire. Le G.E.A.S.T. a été à l'origine un groupement d'étudiants et d'intellectuels de tendances fort différentes et dont l'unique lien était un certain progressisme allié à une opposition radicale aux méthodes anti-démocratiques de Bourguiba. Du fait d'une grande tolérance réciproque et d'un respect pour les opinions des autres à condition qu'elles ne fussent pas en contradiction avec les aspects évidents de la situation tunisienne et mondiale, cet assemblage hétéroclite a pu évoluer de manière correcte, avec très peu de déchets, vers une appréciation juste des objectifs à atteindre et des méthodes basées sur l'estimation correcte de la situation en Tunisie et dans le monde. Objectivement, le peu de cohésion théorique et idéologique du groupe était possible du fait que la situation en Tunisie n'était pas encore suffisamment claire, et les lignes de force mondiales peu développées au moment de l'accession de nombreux pays à l'indépendance et du début de la lutte idéologique et politique entre l'U.R.S.S. et la Chine. Mais avec le murissement de la situation générale et surtout la discussion de notre pratique concrète en Tunisie, il nous a été possible de rectifier nombre de nos erreurs et les individus qui se trompaient sur certaines questions ont compris honnêtement leurs erreurs sur ces points et ont convaincu d'autres personnes du groupe de leurs idées justes sur

.../...

d'autres questions <sup>(1)</sup>. Donc, par <sup>la</sup> pratique, par l'étude du maxime-Lénisme, par la discussion honnête où chacun accepte de reconnaître qu'il s'est trompé si la situation objective le montre ; il a été possible au G.E.A.S.T. de proposer des thèses rigoureuses sur la Tunisie, le monde arabe, et le monde tout court. Nous proclamons donc bien haut la nécessité de rectifier continuellement nos idées pour les rendre plus justes et les adapter sans interruption au processus historique qui, lui, ne nous attend pas. En conséquence, les bons esprits qui parlent d'évolution de "Perspectives" sur tel ou tel point, d'un changement fondamental sur certaines questions essentielles n'ont rien découvert de très nouveau. Seulement quand ils croient que l'évolution-et même une rupture brutale selon eux-a eu lieu à propos <sup>de</sup> nos principes concernant l'Unité arabe, ils se trompent du tout au tout. En effet, et nous allons liquider tout de suite ce problème, "Perspectives" a eu, dès le début, une idéologie internationaliste qui s'est nourrie de l'expérience de la lutte pour l'indépendance en Tunisie et en Algérie. En Tunisie, particulièrement, la lutte pour l'indépendance s'est posée idéologiquement en termes de la libération du territoire tunisien, c'est-à-dire que tous les individus qu'ils fussent ou non arabes devaient en être des ressortissants à part égale. La lutte

... // ...

---

(1) Il est bien clair que quand la situation concrète n'était pas décantée, quand la pratique ne nous avait pas départagés, plusieurs opinions pouvaient coexister sur certaines questions. Seulement du fait que la vie n'attend pas, il était nécessaire que la minorité ne contrecarre pas les actes de la majorité, que les organes dirigés ne freinent pas l'action des organes dirigeants. La minorité ou les organes dirigés pouvaient cependant exposer leurs idées et éventuellement montrer l'accord entre leurs idées et les faits, mais à condition de ne pas faire d'obstruction systématique à la prise des décisions qui ne peuvent attendre.

à recenser  
sa personnalité  
arabe

ne s'est pas faite sur la base du droit de l'écrasante majorité arabe, c'est-à-dire de l'arabisme ! Nous avons toujours estimé qu'un des grands acquis de la révolution démocratique bourgeoise était le traitement égal en droit -sans référence à l'ethnie, la race, la religion, la culture ou la langue- de tous les individus vivant sur un même territoire soumis à un même pouvoir d'Etat (nous ne parlons pas ici des problèmes de luttes de classe). Sur cet acquis, seul un inconséquent ou un réactionnaire peut vouloir revenir. Dans ces conditions le problème de l'unité de certains Etats du Maghreb<sup>et</sup> du Moyen-Orient doit se poser pour des pays socialistes dans les mêmes termes idéologiques mutatis mutandis que le problème de l'unité européenne (avec au sens supranationalité) se pose aux pays capitalistes européens, avec en plus l'énorme potentiel que constitue la similitude de culture et de langue <sup>(1)</sup><sub>(2)</sub>. Poser le problème de l'unité en termes d'Arabisme, c'est poser mutatis mutandis le problème de l'unité en Europe, à la manière hitlérienne, en termes aryens. On peut rappeler à ce propos et à tout hasard que Hitler aussi avait joué à fond la carte de l'humiliation de l'"Europe" par les Anglo-Saxons. Sur ce problème de l'Unité, la position de Perspectives n'a jamais changé.

Nos chers super-nationalistes ont coutume de répondre à ce type d'argumentation de la manière suivante : En constituant dans les conditions actuelles la Nation Arabe, nous ne nous basons sur aucune idéologie raciale ou ethnique, puisque nous admettons que quiconque peut devenir Arabe. Et ainsi on forge les concepts boîteux de Kurde arabe, de Berbère arabe, de Kabyle arabe, de Juif arabe. Il n'est pas douteux, selon ces méthodes de raisonnement, qu'avec suffisamment de napalm, on <sup>Puisse</sup> transformer une moitié des Kurdes en Arabes, et l'autre moitié... en cendres. En effet, dans un tel processus d'arabisation, tous les non-arabes seraient opprimés et laminés pendant la durée de leur assimilation <sup>(2)</sup><sub>(3)</sub>. Nos chers super-

.../...

(1) (1) Il est inutile de s'interroger ici sur l'étroitesse de cette similitude  
 (3) (2) Sur ce terrain, il faut remarquer que les <sup>super-</sup>nationalistes arabes ont des maîtres en la personne des sionistes qui dans les processus de "retour à la Terre promise", ont broyé et laminé (provisoirement) la nation palestinienne. Par la "loi du retour" qui permet à tout juif le désirant de devenir israélien, il est créé ipso facto une différenciation entre Juifs et non-Juifs en Israël, et ce quelles que puissent être les autres lois. De plus, du fait qu'il est très difficile de devenir juif, la base idéologique n'est plus seulement ultra-nationa -

nationalistes pourraient nous rétorquer : on ne fait pas d'omelettes sans casser des oeufs, et vous-même, pendant une première phase vous serez amenés à exercer une contrainte sur les débris des anciennes classes exploiteuses. Mais, alors, vous mettez le doigt sur ce qui nous sépare et sur ce qui nous a toujours séparé depuis la création de "Perspectives". C'est que vous, super-nationalistes, vous estimez que votre mission historique, c'est de construire la Nation Arabe parce que vous estimez fondamentalement que l'histoire de l'humanité se résume essentiellement à la lutte entre nations. Tandis que, nous, marxistes - léninistes, nous estimons que c'est le phénomène de la lutte des classes qui est au centre de l'évolution de l'humanité. Et, sur ce principe, "Perspectives" n'a jamais varié. Pour résumer, il est clair que si, au niveau des fondements de la doctrine, le nationalisme arabe n'est pas raciste, il est amené, par essence, à briser et à opprimer tout ce qui n'est pas arabe. Jusqu'à maintenant, nous nous sommes contentés de montrer l'oppression de certaines minorités et le rejet des conquêtes élémentaires de la révolution démocratique bourgeoise en Europe qu'implique le nationalisme arabe et notre opposition de toujours à ces principes. Nous montrerons dans le corps de l'article que, dans les circonstances actuelles, le mot d'ordre de l'Unité ne peut être que réactionnaire.

C'est au contraire sur deux problèmes dont l'importance pratique est infiniment plus grande que la position de "Perspectives" a été approfondie et corrigée : les problèmes internes de la <sup>Construction</sup> constitution d'un parti révolutionnaire et de la destruction de l'appareil d'Etat d'une part, les problèmes externes de la lutte contre l'~~indépendance~~ impérialisme des Etats capitalistes avec à leur tête l'Etat américain, d'autre part. On ne consacrera que peu de place aux problèmes internes car il semble que

.../...

(3) (2) Suite du renvoi p. 3 - liste réactionnaire comme dans le cas du nationalisme arabe, mais carrément raciste. Or, nous, marxistes-Leninistes, nous condamnons et luttons contre le sionisme et l'Etat d'Israël non <sup>seulement</sup> parce que les sionistes ont pris le pouvoir sur une terre arabe, mais  <sup>surtout</sup> parce que leur construction implique, par essence, l'oppression des palestiniens.

les positions de Perspectives sont très claires sur certains points et ouvertes ou pas du tout précisés sur d'autres. Le problème de l'Unité nous retiendra un peu plus car il est nécessaire de le clarifier sur le plan théorique pour pouvoir discuter de problèmes plus immédiats et convaincre certains progressistes honnêtes qui ne sont que temporairement sur des positions fausses. C'est le problème de l'impérialisme dans ses relations avec la question nationale et avec les rapports entre les organisations ou gouvernements marxistes-léninistes qui nous retiendra le plus. Nous étudierons ces questions dans l'ordre inverse de leur énumération.

Important  
voir N° 91  
page 18  
18

LA QUESTION NATIONALE, L'IMPERIALISME ET LES PAYS SOCIALISTES : UNE TROISIEME ETAPE DANS L'EVOLUTION DES LUTTES REVOLUTIONNAIRES.

Il semble que ce soit dans le domaine de l'évolution de la question nationale dans ses relations avec la nature de l'impérialisme et le développement de nombreux pays socialistes qu'il faut approfondir le plus nos connaissances et nos réflexions. En effet, nous vivons encore sur des schémas qui datent de 1920 et que l'indépendance de la plupart des pays ex-colonisés ont rendu caducs. Il semble que la meilleure façon de présenter les choses est de distinguer trois étapes dans l'évolution de cette question. A propos des deux premiers stades, il est nécessaire de citer un passage célèbre de Staline repris par Mao-Tsé-Toung dans son fameux texte sur la "Démocratie Nouvelle".

Voir page  
4 Bis →

"l'immense portée mondiale de la Révolution d'Octobre.....  
.....  
peuples opprimés de l'orient, en passant par la Révolution russe".

Quelle est la signification de ce texte et en quoi a-t-il été vérifié par l'histoire ? Ce qu'on appelle la question nationale a été posée théoriquement en Europe à propos de la lutte contre l'oppression de certaines nations européennes par les Russes ou les Autrichiens au cours du 19ème siècle à un moment où le capitalisme n'était pas essentiellement remis en cause. Dans ces conditions, la lutte contre l'oppression nationale s'est faite sous la direction de la bourgeoisie et dans le cadre de la



révolution démocratique bourgeoise. C'est au moment de la révolution russe que la deuxième étapes a commencé. Il faut se pénétrer de l'idée que la révolution soviétique a eu un impact très puissant dans les pays colonisés ou semi-colonisés : en Inde, en Chine, dans les pays arabes (dont la Tunisie). Aucun évènement n'a soulevé autant d'espoir dans le monde depuis 1917. Du fait de la présence physique de l'impérialisme dans les pays colonisés ou semi-colonisés qui ne possédaient pas d'appareils d'état indépendants, la situation concrète rapprochait l'Etat soviétique encerclé des mouvements pour l'indépendance. Ils luttaient directement et immédiatement contre le même ennemi. Bien que, dans la plupart des pays, ce soient des équipes bourgeoises ou petites bourgeoises qui aient dirigé la lutte pour l'indépendance, les coups portés à l'impérialisme bénéficiaient directement aux uns et aux autres.

La troisième étape -dont la théorie est à faire- a commencé après 1960, au moment où la plupart des pays pauvres ont eu des appareils d'état indépendants conduits sur une base capitaliste et où les pays socialistes ont commencé à compter dans l'arène internationale en tant que puissances. Nous pensons en conséquence, que la lutte contre l'impérialisme doit être menée dans une tout autre optique qu'au cours de la deuxième étape, sous peine de commettre les pires erreurs et de tomber dans les pièges les plus grossiers que nous tendent les appareils d'Etat réactionnaires de nos pays. Un moment de réflexion s'impose. La lutte directe et violente contre l'impérialisme ne peut être <sup>en général</sup> menée par les mouvements révolutionnaires car ils ne peuvent pas <sup>en général</sup> l'atteindre directement comme au Viet-nam. La seule forme possible de lutte conséquente ne peut consister qu'en la liaison intime entre la lutte contre l'impérialisme et la lutte contre l'appareil d'Etat du pays considéré sauf si celui-ci est chancelant et si les forces progressistes sont autonomes et puissantes et peuvent, dans un front commun <sup>contre</sup> l'impérialisme et le personnel politique en place, prendre progressivement la place dominante. Par exemple, quand les étudiants ont manifesté contre la visite d'HUMPHREY en Tunisie, ils se sont opposés simultanément à HUMPHREY et aux forces de repression de l'appareil d'état destourien. Il faut bien comprendre qu'un front commun avec l'appareil d'état réactionnaire contre l'impérialisme n'est possible que dans certains cas ; en voici deux

.../...

1er cas : L'appareil d'état est chancelant et les forces progressistes sont autonomes. Il est possible alors qu'une partie du personnel politique en place évolue très vite vers le marxisme. Cela a été grosso modo le cas à Cuba, où après la destruction de l'Etat de Battista, Castro a pu évoluer très vite, car l'appareil d'Etat n'a pas eu le temps de reconstruire sur une base réactionnaire.

2ème cas : Il y a intervention armée directe de l'impérialisme dans le pays considéré et contre le personnel politique de l'appareil d'Etat en question. Il est alors possible de constituer un front avec ce personnel politique, à condition de conserver son autonomie.

Dans cette optique <sup>le caractère</sup> révisionniste de la Démocratie Nationale apparaît nettement. Rappelons que les Révisionnistes préconisent dans un pays indépendant, l'union de toutes les forces "anti-impérialistes" pour lutter contre l'impérialisme et pour une certaine "planification" sans poser la question essentielle : entre les mains de qui est l'appareil d'Etat ? Dans ces conditions, nous aimerions poser une question concrète à nos Révisionnistes ou aux militants qui se trompent de bonne foi : quel contenu donnez-vous à la lutte anti-impérialiste en Algérie actuellement ou en Egypte avant l'occupation au Sinaï par les agresseurs israéliens, quand les deux appareils d'Etat étaient (ils le sont toujours) entre les mains des réactionnaires et qu'ils menaient une soit disant lutte anti-impérialiste ? Ces deux exemples montrent dans quels pièges peuvent tomber les progressistes qui n'ont pas compris que nous/<sup>nous</sup>trouvons à une troisième étape des luttes socialistes dans le monde. Nous pensons que pour rendre encore plus claire nos positions, il est nécessaire de discuter assez brièvement du mot d'ordre du camarade Che Guevara (créer deux ou trois Viet-nam) des relations qui doivent s'instaurer entre Etats socialistes et organisations marxistes-léninistes et de la notion de luttes de classe à l'échelle internationale et de la thèse selon laquelle la juste lutte contre l'oppression nationale du peuple palestinien doit déboucher néces-

.../...

sairement sur l'écroulement des Etats réactionnaires arabes et que cette lutte constitue le principal levain de fermentation de la situation révolutionnaire dans les pays arabes.

pas  
mal  
voir page 4

La thèse des deux ou trois Viet-nam.

Nous avons beaucoup de respect pour le révolutionnaire Che Guevara, mais nous sommes en complet désaccord avec son mot d'ordre : créer deux ou trois Viet-nam. Ce mot d'ordre est ou un truisme ou une erreur. En effet, ou bien il signifie qu'il faut tout le temps essayer de faire la révolution dans son pays ; si les tentatives sont en voie de réussite, alors l'impérialisme américain intervient directement par les armes et une situation de type vietnamien se crée ; mais la première partie de la proposition est un truisme : il faut toujours essayer de détruire un appareil d'état réactionnaire et le reconstruire sur des bases socialistes (la seconde partie de la proposition n'est pas nécessairement vraie car l'expérience prouve que l'impérialisme américain ne peut toujours intervenir massivement). Le mot d'ordre peut signifier aussi concrètement qu'il faut profiter de la situation présente dans laquelle se trouve l'armée et le gouvernement américains au Viet-nam pour lancer de manière coordonnée des mouvements révolutionnaires dans les pays pauvres. Cette position est erronée car il faut bien se rendre compte que les pays en question -même en Amérique Latine- sont indépendants et sont donc gérés par des appareils d'Etat possédant armée et police toujours autonomes et quelquefois aidés par des conseillers américains (il faut si peu de conseillers et les "berets verts" des appareils d'Etat des différents pays peuvent être formés si facilement et rapidement aux Etats Unis que la charge pour les Etats-Unis n'est pas lourde<sup>Ai</sup> le processus révolutionnaire ne recueille pas l'adhésion des masses et ne prend pas une très grande ampleur). En conséquence, l'ennemi qu'on rencontre en premier est toujours l'appareil de répression de l'Etat en question, et si on ne recueille pas l'appui des masses, si la situation objective du pays en question n'est pas favorable pour passer à des méthodes supérieures de lutte ou pour lancer une

.../...

offensive de grand style, on court à l'échec en pariant sur la situation critique de l'impérialisme américain. Mais un point doit être clairement précisé. Il est possible que les dirigeants d'un mouvement se trompent sur la situation objective du pays ou mieux qu'ils estiment qu'on n'apprend à lutter qu'en luttant. Alors, dans cet esprit, le mouvement, temporairement stoppé ou même vaincu, pourra recueillir les fruits de son expérience et repartir sur des bases plus justes et avec des troupes plus aguerries, dans un pays où la population a compris ce qu'est la violence réactionnaire et où le gouvernement en place est divisé sur les méthodes de repression. Quand donc nous critiquons la pensée du camarade Che Guerava ce n'est pas parce qu'il a échoué ou parce que nous estimons que la situation en Bolivie n'était pas favorable (nous ne la connaissons d'ailleurs pas) comme le font les soi-disant révolutionnaires attentistes : c'est parce que les bases théoriques de son action étaient erronées (1).

La notion de lutte de classes à l'échelle internationale et les rapports entre organisations révolutionnaires et Etats socialistes.

gras ital  
Votrs pays

On peut donner deux sens très différents à la lutte de classes à l'échelle internationale. Dans un premier sens, elle fait référence à l'internationalisme prolétarien et à la communauté fondamentale des intérêts des classes révolutionnaires des différents pays en lutte contre leurs appareils d'état réactionnaires et des classes révolutionnaires au pouvoir dans les pays socialistes. Nous sommes en accord complet avec une telle conception des choses. Mais nous sommes en désaccord profond avec le deuxième

.../...

-----  
(4) (1) Nous ne discutons pas ici de ses thèses concernant la liaison intime nécessaire entre les organisations révolutionnaires d'Amérique Latine. Nous connaissons trop mal la situation concrète dans ces pays.

sens qu'elle peut revêtir, à savoir que le monde est divisé en deux camps : d'un côté les peuples opprimés et les nations socialistes, de l'autre les États impérialistes et leurs alliés. Et ce, pour trois raisons. D'abord, elle masque le fait que le monde vient <sup>de</sup> franchir une étape nouvelle à laquelle nous avons déjà fait allusion. Avec ce schéma, les militants oublient que leur ennemi principal et immédiat est l'Etat réactionnaire dans leurs pays et sont amenés à soutenir leur appareil d'Etat pour peu qu'il "lutte" verbalement contre l'impérialisme c'est-à-dire le camp adverse. Ensuite la lutte pour le socialisme ~~ou le communisme~~ dans les pays où la ~~situation~~ révolution s'est faite est mise sur le même plan que la lutte des organisations révolutionnaires dans les pays où l'état est réactionnaire. Or nous venons de voir qu'en général les groupes marxistes-léninistes dans ces pays affrontent directement leur appareil d'Etat et non pas l'impérialisme, tandis que les Etats socialistes révolutionnaires affrontent directement l'impérialisme. Mélanger les deux types de luttes serait très néfaste aux organisations révolutionnaires dans les Etats capitalistes. Enfin, cette thèse amène certains à oublier la distinction essentielle entre peuple et appareil d'Etat dans chaque pays à gouvernement réactionnaire ou impérialiste. Dans cette vision d'une lutte gigantesque entre deux camps, on ne peut plus faire de détail. Certains vont même jusqu'à dire que si dans cette lutte, il arrive qu'on liquide certaines nations ou groupes ethniques -par une guerre classique ou nucléaire entre Etats ou tout autre moyen- ceci n'est qu'une péripétie. L'oppression d'un peuple par un autre pour le maintenir dans le "bon camp" se justifierait alors.

Examinons maintenant le problème des relations entre États socialistes et partis prolétariens dans les pays non-socialistes. Il est clair, d'après ce qui précède, que nous ne pouvons qu'être opposés à toute thèse de centre ou de base de la révolution mondiale. En plus, il nous faut préciser que cette position est en accord avec les développements actuels de l'expérience marxiste-léniniste. Le camarade Mao-Tsé-Toung a

.../...

développé, il y a plus de 10 ans sa thèse des contradictions non-antagoniques au sein du peuple c'est-à-dire entre les différentes classes révolutionnaires qui forment le peuple de chaque nation. Ces contradictions ont pour origine des divergences d'intérêt secondaires et peuvent être résolus par des discussions ou autres moyens sauf la violence armée. Or si on admet, au sein du peuple d'une même nation, de telles contradictions non-antagoniques, on ne peut qu'admettre le même types de contradictions entre des organisations révolutionnaires et des Etats socialistes non-révisionnistes. <sup>D'une part,</sup> Une des principales bases de ces contradictions non-antagoniques est constitué par le fait que chaque Etat socialiste a une diplomatie qui a, sur certains points, ses intérêts propres. Il faut donc admettre que, sur certains points, et provisoirement, les actes d'un Etat socialiste non-révisionniste peuvent gêner une organisation révolutionnaire <sup>Persistence</sup> Nier cette possibilité serait une absurdité. Or l'exécution d'un centre international ou d'une base rouge mondiale ne pourraient que multiplier les conséquences néfastes de telles tendances. Dans cette optique, ce qu'il faut demander à un grand pays socialiste révolutionnaire, c'est qu'il ne gêne jamais, par sa politique générale ou par ses thèses théoriques, le développement de la révolution dans les pays capitalistes ou néo-capitalistes et qu'il aide, si possible, les mouvements révolutionnaires. Il est facile, <sup>minimale</sup> sur cette base nominale de distinguer entre appareils d'Etat ~~XXXXXXXX~~ révisionnistes et appareils d'Etat marxistes-léninistes.

*D'autre part, l'absence de base*

[11 bis] (ers)

D'autre part, et surtout, si la discussion des opportunités révolutionnaires se fait au sein d'un Komintern trop centralisé, les révolutionnaires d'un pays considéré ne sont plus les principaux à décider, alors que ce sont eux le plus à même de déterminer leur voie du fait qu'ils sont sur place et donc les mieux placés pour connaître la situation. Le parti communiste chinois a fait déjà l'amère expérience d'un tel état de choses entre 1920 et 1930, et plus près de nous les partis communistes d'Afrique du nord ont payé chèrement, avant l'indépendance leur manque d'autonomie.

Dans cet ordre d'idées quel que soit le degré de centralisme à l'intérieur d'une internationale, il existe toujours le danger que la tendance de privilégier les contradictions extérieures et non pas internes, les contradictions éclatantes et non pas cachées, bien que fondamentales, prévale. Ce point nous ramène à étudier en quoi la lutte du peuple palestinien est un ferment révolutionnaire pour les peuples arabes.

l'Afrique. D'autre part, quelle que soit la réponse à cette question, il est nécessaire d'aider le peuple palestinien à lutter contre l'oppression, et ce encore plus que d'autres peuples opprimés. Pourquoi ? Parce que la lutte du peuple palestinien est très difficile du fait qu'elle se déroule sur la base de camps de réfugiés, que le peuple palestinien a été déraciné et que sa cause est exploitée par tous les réactionnaires des pays de culture arabe. Il est clair que ce soutien est tout à fait indépendant du fait que les Palestiniens sont des Arabes, bien que la similitude de culture nous permette de sensibiliser les peuples arabes à cette cause qu'ils soutiennent d'ailleurs sans partage.

Les tenants de la thèse selon laquelle la lutte du peuple palestinien va "mettre le feu à toute la plaine" au Moyen-Orient raisonnent habituellement de la manière suivante. La résistance palestinienne tend à être de plus en plus autonome par rapport aux appareils d'Etat arabes. Or ceux-ci, qui ont tenu la puissance militaire d'Israël sont incapables de s'y opposer à nouveau. Ils vont donc être conduits à négocier -ouvertement ou non, sur la base de la résolution du 22 novembre 1967 ou non- et ce, sur le dos du peuple palestinien. Ces appareils d'Etat vont donc se démasquer de plus en plus devant les masses arabes qui sont très sensibilisées par le problème palestinien. Une situation révolutionnaire que le raisonnement nous semble partiellement faux et ce pour la raison suivante :

d'une part, c'est que la majorité des Etats arabes ne sont pas concernés directement par le conflit et pourront toujours relever l'étendard du nationalisme et accuser les autres Etats de céder. Il n'y a en fait que l'Egypte et la Jordanie qui sont vraiment touchés (même la Syrie s'accommode tant bien que mal de la situation). Que voyons-nous actuellement ? La branche irakienne du Baathisme ( L'Irak n'a pas accepté le cessez-le-feu) a pu recréer un front uni avec le gouvernement de Syrie -qui n'a pas accepté la résolution du 22 novembre mais qui avait accepté le cessez-le-feu- à la faveur du coup d'Etat récent (5). Donc, actuellement, c'est le

.../...

(5) (17) Nous ne parlons même pas des positions confortables du gouvernement algérien, qui n'a été que temporairement gêné par l'affaire du Boeing de l'El Al.

x senti

appuyé par l'impérialisme

il faut toujours dire

①  
se créait donc  
ainsi et c'est la principale  
cause révolutionnaire.  
Nous devons  
dire

processus inverse qui se développe. En fait, cette thèse revient à accepter implicitement la théorie guevariste du "foco"<sup>(1)</sup>. Pour le camarade Che Guevara, une situation explosive dans laquelle une lutte armée a lieu a une dynamique propre qui se développe de manière quasi-automatique et sans qu'il soit besoin de l'action révolutionnaire, basée sur la théorie, d'un parti organisé. Nous estimons que cette façon de voir les choses a causé suffisamment de ravages dans les rangs des progressistes arabes. Rappelons-nous les positions de certains sur le F.L.N. algérien et Ben Bella et leur désespoir non fondé quand celui-ci a sauté du fait d'une simple pichenette de l'armée. Rappelons-nous le désespoir des camarades qui pensaient que la guerre au Moyen-Orient allait engager un processus révolutionnaire immense en Mai-Juin 1967<sup>(2)</sup>. Cependant, si nous estimons que la lutte du peuple palestinien n'est pas l'unique phénomène fondamental qui va démanteler les régimes réactionnaires, nous verrons qu'elle constitue un moyen important de le faire, mais à une condition essentielle: C'est que les progressistes dans chaque Etat luttent effectivement contre leur appareil d'Etat et lient l'exigence d'un soutien effectif au peuple palestinien à des attaques fondamentales contre leur appareil d'Etat. Or, que voyons-nous généralement ? Les "marxistes" dans chaque pays n'osent pas attaquer leur appareil d'Etat et lui apportent un "soutien critique" dans sa "lutte" contre Israël. Cette position nous semble essentiellement fautive. Cette question nous mène directement à l'étude du problème de l'Unité arabe.

.../...

(6) (1) Foco signifie feu.

(7) (2) On peut citer l'article remarquable de Gerard Chaliand dans le Monde diplomatique de mars 1969 intitulé "La résistance palestinienne entre Israël et les Etats arabes". De manière anecdotique, rappelons que Gérard Chaliand avait écrit un article où il dénonçait -quelque temps avant la chute de Ben Bella- le mythe de l'Etat Algérien sur la voie du socialisme.

x admettons

a x

Comme ?  
Important

II - LE PROBLEME DE L'UNITE ARABE

de Janvier 1968

①  
de Mai 1967  
intitulée "Les  
caractéristiques de  
la période actuelle  
du développement de  
la Tunisie et les  
Instruments de la  
Révolution Arabe"

Depuis la publication, en février 1968, de la brochure intitulée "La question palestinienne dans ses rapports avec le développement de la lutte révolutionnaire en Tunisie", des bons esprits nous ont reproché d'avoir viré de 180 degrés sur le problème de l'Unité entre les pays du Maghreb et du Moyen-Orient par rapport à notre position dans la première brochure. Tout d'abord, nous voudrions faire remarquer, par des citations, que nous avons toujours considéré que l'Unité Arabe ne pouvait être qu'un moyen et que ce moyen n'avait de sens que dans un certain cadre. A la fin de la page 5 et au début de la page 6 de la brochure dont le titre est "Les caractéristiques...", il est écrit : "~~mais surtout parce que cette unité est le seul moyen pour nos pays de construire réellement le socialisme, le seul moyen d'être réellement indépendants de l'imperialisme....~~ peuvent oeuvrer pour cette unité". Il apparaît donc que nous n'avons pas varié d'un iota sur les principes, mais qu'au contraire ce sont certaines personnes qui, après l'agression israélienne sont retombés dans les ornières d'un nationalisme réactionnaires. Ensuite, et pour parvenir à une claire conscience du problème, il faut, en bons marxistes, envisager les

.../...

(8)(1) Sur le plan de la forme et de l'accentuation de tel ou tel point, il y a un changement radical et <sup>c'est</sup> vice qui a probablement choqué nos formalistes arabes qui en sont restés à la scolastique moyenâgeuse. Par exemple, nous parlions auparavant de Révolution arabe et nous parlons maintenant de révolution des peuples arabes et d'Unité entre certains Etats du Maghreb et du Moyen-Orient. Pourquoi cela ? Parce qu'il fallait absolument lutter contre la vague supernationaliste à germes racistes qui déferlait. Nous répétons donc que nous avons autant de liens avec un Chinois, un Hollandais ou un Esquimau progressiste qu'avec un Arabe progressiste. Sur un plan plus général, nous avons autant de liens avec un Chinois, un Hollandais ou un Esquimau qu'avec un Arabe. Si donc nous sommes pour l'Unité, c'est sur une base territoriale et afin d'utiliser le legs de la similitude de culture et de langue dans la perspective de la construction d'une économie socialiste prospère et puissante.

implications concrètes et pratiques du mot d'ordre de l'Unité arabe dans les conditions actuelles. Si nous mettons en avant ce mot d'ordre actuellement en Tunisie, ceci veut dire que nous renonçons ipso-facto à lutter directement contre le régime néo-destourien pour/<sup>peu</sup> que celui-ci commence à faire des sourires à Nasser ou aux autres nationalistes et que nous soyons amenés à soutenir tout mouvement ou gouvernement réactionnaire qui adopte ce mot d'ordre. Or, après la disparition de Bourguiba, le PSD tout entier ou une <sup>2<sup>de</sup></sup> fraction de ce parti jouera très probablement la bonne carte mystificatrice du nationalisme arabe qui sert à orienter, dans les circonstances actuelles, le mouvement progressiste vers des voies de garage. Si la carte du nationalisme arabe pouvait avoir le moindre sens au Maghreb, c'était bien au moment de la lutte pour l'indépendance c'est-à-dire contre la présence physique de l'impérialisme français. Or, elle n'a presque pas été utilisée. Qu'a donné récemment le mot d'ordre de l'Unité dans les pays du Moyen-Orient? Il a servi à la liquidation des communistes et des progressistes syriens en 1958 et à l'oppression de la Syrie par l'Egypte. Il a servi en 1962, en Irak, à un massacre épouvantable de progressistes. Les personnes qui <sup>avaient</sup> maintenant comme mot d'ordre concret l'Unité font penser aux communistes tunisiens qui avant l'Indépendance parlaient de socialisme en oubliant de parler d'indépendance et s'imaginaient que le P.C.F. allait nous apporter le socialisme tout chaud sur un plateau. Pour nous résumer sur ce point, du fait que chaque pays arabe est soumis à un pouvoir d'Etat (réactionnaire actuellement), les contacts <sup>nécessaires</sup> pour l'Unité (supranationale ou non) ne peuvent se faire qu'entre ces appareils d'Etat et donc sont soumis aux intérêts de ces appareils d'Etat. Nous, qui luttons contre ces appareils d'Etat, et qui en tous cas ne sommes pas dedans, nous ne pouvons au mieux que faire pression pour que l'Unité se réalise. Mais alors du fait que les contacts nous échapperaient, nous ne serions que des jouets entre les mains des différents Etats. Au mieux nous nous épuiserions pour rien, au pis nous contribuerions à créer une Sainte Alliance des réactionnaires arabes. Il va sans dire que la question se poserait autrement si les appareils d'Etat étaient entre les mains de

x fraction

x avancent

x sérieux

.../...

marxistes-léninistes. Les contacts de toutes sortes serviraient alors, au contraire, à renforcer la cause du socialisme.

Certaines personnes non-engagées et honnêtes peuvent nous dire : ce que vous dites est juste, mais les masses dans les pays arabes pensent autrement, et avec vos analyses vous allez nous faire broyer. Mais un moment de réflexion s'impose. D'une part, ces gens font preuve d'un certain mépris pour l'intelligence des masses. La meilleure preuve à avancer, c'est que la question de l'Unité se pose beaucoup moins pour les progressistes militants en Tunisie car ils sont confrontés aux véritables problèmes des masses, tandis qu'il devient délirant pour les intellectuels vivant à Paris coupés de tout, et qui essaient de recouvrer leur authenticité, dans une société assez largement hostile, par l'Arabisme. D'autre part, nous ne pouvons adopter des mots d'ordre contraires aux principes du marxisme-léninisme car sur ce terrain, nous nous ferons toujours battre par des gens dont la théorie politique colle vraiment à ces mots d'ordre. Nous ne sommes pas des partisans de ce qu'on peut appeler la thèse de la révolution-escroquerie qui pose qu'on peut avancer politiquement en se présentant autrement qu'on n'est, et qu'on peut prendre le pouvoir politique et détruire l'appareil d'Etat comme on escroque un bourgeois. L'erreur doctrinale de l'entrisme ne doit pas être répétée.

l'entrisme

d

Enfin, nous membres du G.E.A.S.T., nous sommes prêts à constituer aussitôt que possible une sorte d'internationale régionale, respectant l'indépendance des organismes y participant, avec des groupes marxistes-léninistes d'autres pays arabes. Mais la situation où la similitude de langue et de culture commencerait vraiment à donner des fruits sera celle où l'un des pays arabes ~~demandera~~ deviendra socialiste. L'impact sur les autres pays arabes sera énorme et l'on verra à ce moment nos actuels Unionistes tenter d'isoler par tous les moyens ce pays arabe socialiste X

ou d'utiliser l'unité pour le noyer dans le masse des Etats réactionnaires arabes (cf: le cas de Cuba en Amérique Latine)

(cf: le cas de Cuba en Amérique Latine) ou d'utiliser l'unité pour le noyer dans le masse des Etats réactionnaires arabes

(9) - cette position n'a rien à voir avec la nécessité de la clandestinité et des alliances... entre les classes révolutionnaires de la société, la nécessité de préserver des étapes et des transitions.

~~Important~~ Important

Construction

III - LA CONSTITUTION D'UN PARTI REVOLUTIONNAIRE, LA DESTRUCTION DE L'APPAREIL D'ETAT, LE REGIME DE TRANSITION.

En 1966, commençait une série d'articles écrits sous forme de tribunes libres par des membres du G.E.A.S.T. ou des personnes extérieures au groupe. Les tribunes libres avaient pour objet d'ouvrir une discussion sur la nature du pouvoir en Tunisie, sur la stratégie révolutionnaire à adopter, et éventuellement sur le type de société de transition vers le socialisme auquel nous étions disposés à collaborer. Les conclusions auxquelles nous sommes arrivées ont été exposées dans la brochure intitulée "Les caractéristiques de la période actuelle du développement de la Tunisie et les instruments de la Révolution Arabe" écrite en mars 1967. Nous reprenons les termes du deuxième paragraphe de la page 16 de cette brochure : "La conclusion..... A....."

x  
à laquelle nous avons déjà fait allusion

.....  
joue ce rôle à merveille". Cette conclusion avait été acquise à l'encontre des thèses selon lesquelles le pouvoir d'Etat en Tunisie était purement bureaucratique-bonapartiste et pouvait évoluer, après certaines luttes intenses au sein du parti socialiste-destourien <sup>vers</sup> vers le socialisme. La conclusion stratégique de cette position erronée était l'entrisme au sein du P.S.D. afin d'y contacter les masses et de construire à partir des débris du P.S.D. un parti révolutionnaire. Cette stratégie sous-estimait manifestement d'une part la force et l'emprise possibles des idées justes sur les masses <sup>et d'autre part le rôle répressif de l'appareil d'Etat et la nécessité de briser cet appareil construit sur des bases capitalistes et petites-bourgeoises pour en reconstruire un qui puisse orienter et contrôler le développement socialiste du pays. La nécessité de la construction d'un parti révolutionnaire et de la destruction-reconstruction</sup> et d'autre part le rôle répressif de l'appareil d'Etat et la nécessité de briser cet appareil construit sur des bases capitalistes et petites-bourgeoises pour en reconstruire un qui puisse orienter et contrôler le développement socialiste du pays. La nécessité de la construction d'un parti révolutionnaire et de la destruction-reconstruction

x  
ainsi que leur dégoût de plus en plus affirmé du P.S.D.

.../...

(10) Les camarades tenants de cette thèse et qui à la quasi-unanimité ont été convaincus de l'erreur de leur position- ont toujours été parmi les plus intrépides révolutionnaires et leurs positions étaient justes sur d'autres points. La suite de leur action l'a montré.

de l'appareil d'Etat vont de pair car un parti qui ne viserait pas à détruire l'appareil d'Etat ne pourrait être que réformiste ou contestataire et un petit groupe qui chercherait à s'emparer du pouvoir d'une manière putschiste ne pourrait pas détruire la machinerie d'Etat et a fortiori la reconstruire sur des bases socialistes. Au service de quelle classe serait, au début, ce nouvel appareil d'Etat? Deux thèses sont en présence, entre lesquelles, il est difficile de choisir en l'état actuel des choses (11): Le régime de démocratie nouvelle ou le régime de démocratie prolétarienne? Le premier régime a été préconisé par Mao-Tsé-Toung, vers 1940, pour la Chine. Le régime de démocratie nouvelle est basé sur l'alliance entre le prolétariat urbain, les paysans pauvres et moyens, la petite bourgeoisie et ~~la~~ même la bourgeoisie nationale et ce, sous la direction du prolétariat et de la paysannerie pauvre. Ce régime était tout à fait adapté à la Chine de 1949 qui, d'une part, avait souffert de la dictature effreinée de la grande bourgeoisie alliée à l'impérialisme et à la féodalité et où d'autre part la bourgeoisie nationale et la petite bourgeoisie étaient ruinées et poussées à bout par la dictature de Tchang-Kaï-Chek. Le deuxième régime (12) a une assise de classes moins large en ce sens que le rôle de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie nationale y est beaucoup moins important. Le lecteur voit bien que le choix dépend de l'évolution de la position de la petite bourgeoisie par rapport à l'appareil d'Etat réactionnaire. Or deux tendances jouent ici en sens contraire. D'une part, par les coopératives, la petite bourgeoisie est de plus en plus mécontente, et un nombre de plus en plus grand de ses membres deviennent <sup>des</sup> chômeurs ou des prolétaires. D'autres part, le régime de Bourguiba a une idéologie et une origine nettement petite bourgeoisie, et il est possible que ses successeurs se rapprochent à nouveau de leur base de classe. Quant à la

.../...

---

(11) (12) Nous ne discutons pas ici de la thèse révisionniste de la démocratie nationale qui ne pose pas le problème de la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste ou petit-bourgeois.

bourgeoisie, du fait que l'oppression impérialiste est beaucoup moins directe et plus souple qu'auparavant, il est difficile de concevoir qu'il soit possible de former un front progressiste la comprenant.

α Pour conclure cet article, il est nécessaire d'aborder un point fondamentale. C'est que, si la situation est difficile -et le sera encore pendant un certain temps- pour les progressistes arabes, le temps joue fondamentalement pour eux. Pour quoi ? Parce que la situation interne pourrait de plus en plus dans les pays arabes. Il arrivera un moment où les masses -dont la situation matérielle et politique se dégrade de plus en plus- seront <sup>prêtes</sup> à prendre conscience des problèmes fondamentaux; il faudra alors que les <sup>mais</sup> moins progressistes soient présents et proposent des idées justes qui correspondent à la réalité. Soyons dignes de nos camarades emprisonnés dans les geôles du dictateur réactionnaire Bourguiba, qui ont osé penser de manière juste et agir de manière intrépide !